



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Grand Est**

ARRÊTÉ du

02 FEV. 2026

**mettant en demeure la société LANA représentée par le mandataire judiciaire SELARL SYNERGIE en la
personne de Maître Nicolas FLESCHE,
de respecter des prescriptions des articles R.512-39-1 à 3 du code de l'environnement
pour le site du 139 route de la Wantzenau 67000 Strasbourg**

**Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin**

- VU le Code de l'environnement, livre V, titre premier, et notamment son article L.171-8;
- VU l'arrêté préfectoral du 07 juin 2000 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement à la société International Paper S.A;
- VU la déclaration de changement d'exploitant faite par la société LANA Manufacture de papier le 4 avril 2022 actée par le préfet du Bas-Rhin le 11 avril 2022;
- VU la notification de cessation d'activité de la société LANA Manufacture de papier en date du 08 juin 2023;
- VU le jugement du 05 juin 2023 convertissant le redressement judiciaire de la société LANA Manufacture de papier en liquidation judiciaire, autorisant la poursuite des activités de la société jusqu'au 19 juin 2023 et nommant la SELARL SYNERGIE en la personne de Maître Nicolas FLESCHE liquidateur judiciaire;
- VU le rapport du 10 décembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que la mise en sécurité du site n'est pas effective en raison de la présence de déchets dangereux sur le site et d'ouvertures dans les façades permettant l'accès au site;

Considérant que le liquidateur judiciaire n'a pas procédé à la consultation sur l'usage futur du site;

Considérant que le liquidateur judiciaire n'a pas transmis au préfet dans le délai de six mois suivant l'arrêt définitif du site, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement;

Considérant qu'il est ainsi contrevenu aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement ;

Considérant que les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement :
«Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des

prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LANA représentée par le mandataire judiciaire SELARL SYNERGIE en la personne de Maître Nicolas FLESCHE Environnement de respecter les prescriptions de l'article R. 512-66-1 du Code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du même Code ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société LANA représentée par le mandataire judiciaire SELARL SYNERGIE en la personne de Maître Nicolas FLESCHE, 5 rue des Frères Lumière 67201 Eckbolsheim, dont les installations sont situées 139, route de la Wantzenau à Strasbourg (67000), est mise en demeure de respecter, sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles du code de l'environnement, reprises ci-après :

- Article R.512-39-1

« (...) »

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

(...) »

- Article R.512-39-2

« I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains.

Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

(...) »

- Article R.512-39-3

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment :

1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ;

2° Les objectifs de réhabilitation ;

3° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion des milieux ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Pour les installations relevant de l'article L. 181-28, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu au 1° tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site compte tenu des caractéristiques du milieu environnant et du ou des usages futurs du site.

Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées.

Les mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise fournissant, le cas échéant, l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

*Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution du sol, des eaux souterraines ou des eaux superficielles et que l'exposition des populations sur ou à proximité du site ne peut être exclue, l'exploitant transmet copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'Agence régionale de santé et en informe le préfet.
(...)*

Article 2 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société LANA représentée par le liquidateur judiciaire SELARL SYNERGIE en la personne de Maître Nicolas FLESCHE

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 2, le paiement d'une astreinte journalière de 100 euros/jour ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant de fait conformément au 1° et 2° du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin, le Maire de Strasbourg, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LANA représentée par le liquidateur judiciaire SELARL SYNERGIE en la personne de Maître Nicolas FLESCHE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

Le préfet,